

Direction de la Formation de la Police Nationale DFPN	
Formation de formateurs	Formation continue

"Sensibilisation aux enjeux de la politique publique en matière de drogues"

Lieu : CNEF de Gif-sur-Yvette, Date: 18 et 19 décembre 2001

Organisateur : CNEF et MILAD

Un projet lié à l'introduction du module de 6h00 dans les formations initiales des policiers

Le module dit « de 6h00 » évoqué dès octobre 1999 a été élaboré à partir de la production d'un des groupes de travail de la session expérimentale de 2000. Ensuite, c'est au cours de la réunion interministérielle du 23 janvier 2001 que les modalités d'inscription du module dans les formations initiales et continues des écoles de formation ont été précisées. En ce qui concerne le Ministère de l'Intérieur, 3 personnes de la Direction de la Formation de la Police Nationale (DFPN) et une personne de la Mission de Lutte AntiDroque (MILAD) étaient présentes.

Ce module dit « de 6h00 » est axé vers les questions de santé publique, et est à destination du personnel des services chargés de l'application de la loi . Il ne reprend donc pas l'ensemble du contenu de la formation interministérielle.

Les formateurs reçoivent "des dossiers pédagogiques tout fait" (séquenceur) de l'INF (Institut National de Formation). C'est le personnel formateur de chaque Ecole Nationale de Police (ENP) qui est ensuite chargé de dispenser le module.

Selon une personne de la MILAD (organisateur), l'origine du séminaire, organisé à Gif sur Yvette, en décembre 2001, se trouve dans l'introduction du "module dit de 6h00" axé sur les orientations gouvernementales, les dispositifs sanitaire et la santé publique. "On a eu l'idée de sensibiliser les formateurs afin de préparer le terrain. " "On a essayé de l'attacher à la nouvelle politique publique". Ce séminaire était destiné aux "enseignants stupéfiants".

Les participants étaient des formateurs professionnels des écoles de police qui avaient, pour certains, déjà participé à l'un des deux séminaires portant sur les nouvelles orientations de politique publique organisés à Gif sur Yvette en 2000 et 2001.

La sélection des participants s'est faite sous la forme d'appel à candidatures et des contraintes logistiques ont fait que 50 personnes ont participé. A ce propos la personne de la MILAD nous explique qu'on leur a déjà demandé de "mettre en selle un nouveau séminaire" afin de toucher un maximum de formateurs. "Toucher physiquement les formateurs nous semble être une bonne chose".

"Les participants sont également concernés en tant que policiers par l'ensemble des dispositions contenus dans le Plan Triennal et par les thèmes qui constituent le socle commun défini par la MILDT. C'est à ce titre que le programme du séminaire a largement dépassé le seul module de 6 heures et a inclus une présentation de l'évolution des politiques publiques, de l'approche historique et culturelle des drogues, des représentations sociales, de la prévention et du bilan d'étape du Plan Triennal. Le contenu du séminaire de Gif va donc bien au-delà du programme du module des 6 Heures".

La formation a porté sur l'évolution de la politique publique, sur les représentations sociales, l'historique des drogues et toxicomanies, la prévention, la législation européenne comparée, les tendances et produits, les dispositifs sanitaires et sociaux et un bilan d'étape du Plan Triennal. Les intervenants étaient du personnel de la MILAD, un magistrat des affaires internationales, des chargés de mission de la MILDT et un capitaine de police de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ). Le séminaire a pris la forme d'intervention de spécialistes et, à la fin de chacune des deux journées, un moment était prévu pour les questions diverses des participants.

Au cours de cette formation "beaucoup de documentation" a été distribuée : le bilan d'étape, un dossier sur l'évolution des politiques publiques depuis 1970, un dossier sur l'histoire des drogues, un dossier sur les dernières tendances de consommation et les nouvelles drogues de synthèse, un dossier sur le coût social des drogues, un dossier sur la prévention, un dossier sur les représentations sociales, les fiches établies à la MILDT du module de 6h00 à destination des répressifs, les fiches du socle commun et différentes circulaires ministérielles.

Ce séminaire dont le coût est de 15 556 F soit 2 370 euros (10 841 F de frais de stage, 4 025 F de reprographie et 690 F de frais d'organisation) a été financé sur fonds MILDT

Liens avec le Plan Triennal

Le programme du séminaire est fondé sur le module de 6 heures mis au point dans le cadre du Plan Triennal et l'a largement dépassé.

Les fiches du socle commun de connaissances ont servi de matériel de formation.

Financement MILDT pour les frais (hors rémunération des formateurs).

Ce séminaire a été fortement influencé par la Plan Triennal.

Résultats de la formation

Le point de vue des organisateurs

Selon le chargé de mission MILDT, il y a "dichotomie entre prévention d'usage et trafic". En ce qui concerne la prévention d'usage, "le Plan Triennal remet en cause la croissance des interpellations des usagers" or "le policier est le garant des lois" qui est là pour interdire la consommation des drogues illicites. Il n'est donc pas évident ensuite pour les formateurs de travailler sur les représentations sociales en 3h00.

Le Plan Triennal fait que "la répression d'usage n'est pas une priorité", de plus il permet de faire en sorte qu'au sein du ministère "le toxicomane est vu différemment".

On observe une diminution des interpellations d'usage sans pour autant pouvoir l'expliquer car il est trop tôt pour l'instant.

A propos des participants, un organisateur nous explique que certains l'ont rappelé pour avoir des précisions notamment sur les moyens de se procurer de la documentation.

"Il y en avait qui étaient bien au courant, à jour, d'autres non".

"Ce qui est nouveau pour eux est l'approche historique et culturelle et le travail sur les représentations sociales".

"Nous, on est là pour leur faciliter la tâche lorsqu'ils auront à intégrer les 3 heures supplémentaires et leur permettre de répondre aux questions des élèves".

"Lorsque le formateur fait un travail sur lui même et ses représentations, ça facilite l'enseignement". Il ne faut pas oublier que "c'est une obligation d'intégrer ces 3h00 d'enseignements même si ça heurte leur représentations sociales".

Il n'y a pas d'évaluation du séminaire qui a été réalisée, "nous ne sommes pas des spécialistes de la formation".

A propos de la démultiplication, les organisateurs pensent que "les formateurs qui ont suivi le séminaire peuvent tout à fait alimenter les séquenceurs de leur collègues" notamment grâce à la documentation qui a été fournie.

A propos du dispositif sanitaire et social, cet intervenant note qu'il serait intéressant de faire intervenir une personne extérieure mais se pose la question du temps limité dans la formation.

Le point de vue des participants

Un participant a été très intéressé par la formation (notamment sur le thème de la prévention) mais ne voit pas trop comment le transmettre à ses élèves.

"Le problème est de parvenir à motiver les élèves gardiens de la paix sur ce sujet". "Le thème des représentations sociales est un thème rébarbatif pour eux, ce n'est pas adapté aux élèves gardiens de la paix". Selon ce participant, "il s'agirait plus pour ces élèves de culture générale".

Normalement, "on forme des élèves gardiens à ce qu'ils vont trouver sur le terrain".

Le contenu proposé est jugé par ce participant trop large pour aussi peu de temps (3h00) et ne correspond pas vraiment à la réalité du métier de gardien de la paix.

"Ce qu'ils veulent (les élèves gardiens de la paix), c'est du concret, reconnaître les produits, comprendre les comportements des usagers, etc."

"Moi, j'adapte pour intéresser les gardiens de la paix".

Les sujets abordés lors des trois heures consacrées à ce thème sont: "la politique du gouvernement en matière de drogues et toxicomanie, les produits et les comportements des usagers". "Je peux faire un aparté sur la MILDT et sur la législation internationale".

"La prévention, ça demande du temps et malheureusement le policier n'a pas la disponibilité pour ça".

A noter que la formation n'a pas été un lieu de dialogue entre participants ("ce n'est pas que les gens ne voulaient pas parler") à cause du manque de temps et le fait que les journées terminaient tard.

Lors de notre enquête réalisée auprès de 36 participants, 19 personnes nous ont dit que la formation les avait fait réfléchir et remis en question et pour 20 la formation les a ouvert à de nouvelles perspectives, pourtant 21 participants disent ne pas avoir changé leur façon de parler des drogues et des dépendances. Par rapport aux suites de la formation, 24 personnes ont renforcé leur réseau professionnel à la suite de la formation et 29 ont ou ont l'intention de lancer (mener) des actions (projets).

Le contexte

Au niveau du Ministère de l'Intérieur, la MILAD coordonne et oriente la politique des directions et des services du ministère de l'Intérieur en matière de lutte contre l'usage, le trafic des stupéfiants et le blanchiment d'argent. Elle favorise, par ailleurs, la coopération avec les services répressifs des douanes et de la gendarmerie nationale.

Elle développe des actions dans le domaine de la formation et est en charge de la préparation des actions de prévention menées par le ministère de l'Intérieur. Cependant, elle ne possède pas d'autorité directe sur les PFAD ni sur les formateurs de la DFPN chargés des programmes drogues, elle n'est pas en charge de monter des actions de formation ni de coordonner l'action opérationnelle des services de police en matière de lutte contre les stupéfiants (rôle de l'OCTRIS).

De part sa position auprès du directeur général de la Police Nationale, elle est l'interlocuteur privilégié de la MILDT, elle est notamment chargée de répartir les crédits de la MILDT.

En ce qui concerne le séminaire étudié, la MILAD a mis à disposition de la DFPN ses ressources afin d'accélérer la mise en place des formations souhaitées dans le Plan Triennal.

Existence d'autres formations dans le cadre du Plan Triennal

Des modules ont été introduits ou vont être introduits en avril 2002 dans les formations initiales des:

- Gardiens de la paix: 3h00 sur les politiques publiques (MILAD) dans le cadre du Plan Triennal (non intégrées dans le contrôle des connaissances). Les premiers à en bénéficier seront les élèves de la 180^{ème} promotion du 22 avril au 24 mai 2002.
- Commissaires: 2h00 ajoutées dans le cadre du Plan Triennal sur les politiques publiques (MILAD) et une visite de structure de prise en charge.
- Officiers: 2h00 ajoutées sur les politiques publiques et une visite de structure de prise en charge
- Adjoints de sécurité: 4h00 sur les produits et les infractions

A ces modules, s'ajoutent des actions spécifiques pour les PFAD: le programme des stages PFAD a été modifié en 1999 dès la parution du Plan Triennal avec une journée entière consacrée aux orientations de politique publique et à la présentation des dispositifs qui en découlent. Suite à la rédaction du module de 6h00 une demi-journée sera spécifiquement consacrée à la présentation des dispositifs sanitaires dans le

cadre du prochain stage en avril 2002. En plus de cette formation , un stage spécial intitulé « Le PFAD intervenant en milieu scolaire » a été mis en place en décembre 2000 pour les PFAD menant des actions de prévention en milieu scolaire . Le contenu de ce stage, auquel la MILDT a collaboré, reprend les préconisations du Plan Triennal et notamment les fiches du module rédigé à la MILDT dit "à destination des acteurs de prévention".

Entretiens

Chargé de mission MILDT

Intermédiaire : Direction de la formation de la police nationale

Organisateur : MILAD

Participant : Un professeur de l'ENP de Draveil, PFAD attaché à la DFPN